

COMITÉ DE COORDINATION SUR LA PLACE DES MINORITÉS
ETHNIQUES ET RACIALES AU QUÉBEC
3285, Cavendish, Bureau 340, Montréal, Québec, H4B 2L9
Tél. (514) 487-7560 ou 489-2241

310 M

VERSION FINALE

MÉMOIRE PRÉSENTÉ

A LA

COMMISSION SUR L'AVENIR POLITIQUE ET
CONSTITUTIONNEL DU QUÉBEC

PAR :

LE COMITÉ DE COORDINATION SUR LA PLACE DES MINORITÉS
ETHNIQUES ET RACIALES AU QUÉBEC

RÉDIGÉ PAR :

FATIMA HOUDA-PEPIN
ET JEROME DI GIOVANNI

Montréal, le 10 Janvier 1991

OBJECTIF DU COMITÉ DE COORDINATION

Le Comité de Coordination sur la Place des Minorités Ethniques et Raciales au Québec a été créé le 21 juillet 1990 en vue de promouvoir la pleine participation des groupes des communautés culturelles aux travaux de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

MANDAT DU COMITÉ DE COORDINATION

1. Favoriser la création de coalition d'organismes en vue de dégager un large consensus social sur la place des minorités ethniques et raciales au Québec ;
2. Préparer une journée de réflexion sur la place des minorités ethniques et raciales, à laquelle participeraient des dirigeants politiques, des leaders d'opinion et des représentants d'organismes des communautés culturelles ;
3. Assurer une représentation adéquate des organismes des communautés culturelles dans la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec ;
4. Veiller à la présence et à la visibilité des partenaires issus des minorités ethniques et raciales aux différentes instances décisionnelles ;
5. Inciter les groupes des communautés culturelles à organiser des débats et des rencontres d'information sur la place des minorités ethniques et raciales et susciter une réflexion sur ce sujet à l'intérieur de leurs communautés respectives ;
6. Présenter un mémoire conjoint sur la place des minorités ethniques et raciales à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec ;
7. Sensibiliser la population Québécoise à la réalité plurielle du Québec et à la nécessité d'associer les minorités ethniques et raciales à toutes les réflexions qui porteraient sur la définition de la société de demain.

COMPOSITION DU COMITÉ DE COORDINATION

Le Comité de Coordination sur la place des Minorités Ethniques et Raciales au Québec est une coalition de 80 organismes de communautés culturelles appuyée par plusieurs organismes et groupes du milieu.

Le Comité de coordination sur la Place des Minorités Ethniques et Raciales du Québec est composé des organismes suivants :

- ACCESSS (fédération de 55 organismes) :
- Association Multiethnique pour l'Intégration des Personnes Handicapées du Québec :
- Carrefour Multiethnique St-Laurent :
- Centre Maghrébin de Recherche et d'information (CMRI) :
- Harambi (Québec) :
- NACOI (Association Nationale des Canadiens-nés d'Origine Indienne : coalition de 20 organismes) :
- Réseau Provincial des Femmes des Communautés Culturelles du Québec :
- Service d'Aide aux Néo-Québécois et Immigrants (SANQUI) :
- YMCA de Montréal.

I. INTRODUCTION

Le 10 décembre 1986, le Gouvernement du Québec, sur un vote unanime de l'Assemblée Nationale, faisait une déclaration sur les relations interethniques et interraciales, reconnaissant ainsi l'importance démographique et la contribution économique, sociale et culturelle des Québécois et Québécoises issus des minorités ethniques et raciales.

Dans la foulée des récents événements constitutionnels que nous vivons et dans le but de pouvoir contribuer activement aux réflexions amorcées, si importantes pour le devenir de notre société, le 21 juillet 1990, une quarantaine d'organismes des communautés culturelles se sont réunis pour exprimer leur désir d'y prendre part.

Lors de cette rencontre, les participant-e-s ont discuté de la place des minorités ethniques et raciales au sein de la société Québécoise et de leur participation effective à la définition de l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Il fut décidé à cette réunion de créer un Comité de Coordination, ayant le mandat de faciliter la concertation des groupes et d'organiser une journée de réflexion à laquelle ont participé le 3 novembre 1990, 120 représentant-e-s d'organismes communautaires et institutionnels.

II. POSITION DE BASE DU COMITÉ DE COORDINATION SUR L'AVENIR POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL DU QUÉBEC

Dès les premières rencontres, les membres du Comité de Coordination ont fait consensus autour d'une position commune qui s'articule autour de quatre points :

1. Le fédéralisme tel que nous l'avons vécu avant, pendant et après l'Accord du Lac Meech a fait ses preuves et il nous paraît urgent de briser le statu-quo constitutionnel qui

empoisonne les relations fédérales-provinciales et qui affecte profondément le climat social ;

2. Les membres du Comité de Coordination reconnaissent au Québec son caractère distinct et son droit à l'auto-détermination. Ce droit a été exercé lors du référendum de 1990 : il s'exerce aujourd'hui par le biais de la Commission sur l'Avenir Politique et Constitutionnel du Québec. Ces deux expériences - le référendum et la commission Bélanger-Campeau - sont très rassurantes quant à la capacité du Québec de définir son avenir dans le respect de la démocratie, de la liberté d'expression et des droits fondamentaux ;

Ce cadre ne devrait cependant pas nous faire oublier que les communautés culturelles qui représentent un segment important de la population ne sont pas adéquatement représentées au sein de la commission Bélanger-Campeau :

3. Les Québécois-e-s issus des minorités ethniques et raciales ne constituent pas un groupe idéologiquement homogène. À l'instar de la société majoritaire, on y rencontre toutes les tendances. Le consensus ne se fait pas autour de telle ou telle option politique, mais autour d'un projet de société juste et équitable. Ce que nous voulons, c'est une société sans discrimination et sans racisme où les minorités peuvent participer au développement de la société comme des citoyens à part entière.

Nous sommes également préoccupés par l'exclusion et la marginalisation des autres groupes défavorisés, notamment, les jeunes, les pauvres, les femmes, etc... Nous sommes très concernés par l'équité en matière d'emploi pour les minorités ethniques et raciales et par la présence et la visibilité de ces minorités à tous les niveaux de décision.

4. Nous constatons à regret que l'identité Québécoise - telle que définie par la plupart des leaders d'opinion et telle qu'exprimée par l'opinion publique majoritaire - n'inclue pas les minorités ethniques et raciales. Bien que la société Québécoise ait beaucoup évolué depuis les trois dernières décennies, la conception de l'identité québécoise est demeurée tributaire d'un certain discours d'exclusion, et d'un schéma de référence restrictif. Et il s'en trouve encore aujourd'hui des faiseurs d'opinion qui parlent du Québec, comme d'une société homogène, et de l'immigration, comme d'un phénomène nouveau.

Au comité de Coordination nous croyons que les minorités ethniques et raciales sont partie intégrante de la société québécoise, et qu'elles constituent l'une de ses caractéristiques fondamentales. Le Québec d'aujourd'hui et de demain est une société plurielle de langue française. Il est important de reconnaître officiellement la réalité plurielle du Québec en tenant compte de sa dimension interculturelle.

interraciale et interconfessionnelle. Cette reconnaissance ne doit pas se limiter aux simples discours de circonstance, elle doit être supportée par des projets d'éducation et de sensibilisation tant au niveau des institutions que du public en général. Sans cette prise de conscience, il sera impossible de combattre les multiples manifestations de racisme et de discrimination systémique. De plus, elle doit être appuyée par des moyens adéquats et une volonté politique réelle.

III. LA PLACE DES MINORITÉS ETHNIQUES ET RACIALES AU QUÉBEC

La société Québécoise se définit auprès de ses minorités comme une "société d'accueil" et ce, même après l'acquisition de la citoyenneté et de l'enracinement de plusieurs générations.

Dans ce contexte, la participation des minorités ethniques et raciales aux affaires publiques se limite presque-exclusivement à des invitations à siéger sur des comités consultatifs à caractère "ethnique".

Par ailleurs, lorsqu'il s'agit d'instances décisionnelles ou ayant une importance nationale, ces Québécois et Québécoises sont oubliés : ils perdent leur statut de citoyen à part entière et deviennent à nouveau des "immigrants".

La composition de la Commission sur l'Avenir Politique et Constitutionnel du Québec est un exemple frappant d'une telle situation.

Selon cette logique d'exclusion, les obstacles rencontrés, par les minorités ethniques et raciales ainsi que les manifestations de discrimination sont réduites à de simples incidents isolés.

Cela conduit à expliquer le racisme et la discrimination comme une problématique de relations humaines, et non en tant que fonctionnement d'un système de valeurs, et de pratiques ayant pour effet l'exclusion fondée sur la race, la couleur, la religion, l'origine ethnique ou nationale.

C'est pourquoi, nous demandons à la commission Bélanger-Campeau d'élargir une fois pour toutes le concept de l'identité Québécoise pour inclure de façon non équivoque les minorités ethniques et raciales. Car, s'il est vrai que le Québec est une société distincte, c'est à cause non seulement de son caractère francophone, mais aussi à cause de son caractère multiethnique, multiracial et multiconfessionnel, et de sa capacité à intégrer et à promouvoir cette richesse interculturelle en français.

Cette conception de la société québécoise est pour nous l'élément central de notre volonté légitime de vouloir participer activement aux affaires publiques, notamment dans le domaine politique économique, social, et culturel. Cette société québécoise est aussi la nôtre.

IV. RECOMMANDATIONS

Il est du devoir de la Commission sur l'Avenir Politique et Constitutionnel du Québec de :

1. Recommander d'enchasser dans tout projet constitutionnel les droits fondamentaux, économiques et sociaux tels que stipulés par les conventions internationales et les chartes canadienne et québécoise des droits et libertés ;
2. Recommander d'enchasser dans tout projet constitutionnel la reconnaissance du caractère multiethnique, multiracial et multiconfessionnel de la société québécoise ;
3. Identifier les responsabilités des divers niveaux de gouvernement (provincial et municipal) et créer une obligation constitutionnelle pour tout organisme public et privé quant à l'élimination de la discrimination systémique fondée sur la race, le sexe, la religion, l'origine ethnique ou nationale ;
4. Criminaliser tout acte à caractère raciste ainsi que la propagande haineuse.

LISTE DES PERSONNES AYANT PARTICIPÉ À L'ÉLABORATION DU MÉMOIRE.

- Carlos de Jésus
- Jérôme Di-Giovanni
- Flora Fernandez
- Fatima Houda-Pepin
- Kéder Hyppolite
- Maxime Myrtil
- Kenza Noufsi
- Ramesh Singal
- Luciana Soave.